

F. 2002 — 1841

[C - 2002/27472]

2 MAI 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions dans lesquelles les Maisons de l'Urbanisme peuvent être agréées et subventionnées

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment l'article 12, 4;

Vu l'avis de la Commission régionale de l'aménagement du territoire, rendu le 17 juillet 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 3 juillet 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 mai 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 janvier 2002;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.555/4 du Conseil d'Etat donné le 11 mars 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le titre I^{er} du livre IV du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, il est inséré un chapitre I^{er} *quater* rédigé comme suit :

« CHAPITRE I^{er} *quater*. – Des Maisons de L'Urbanisme – De leur mission – De leur agrément – Des subventions.

Art. 256/1. Des missions.

Les Maisons de l'Urbanisme ont pour objet l'implication du public le plus large aux enjeux de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et à la définition de leur cadre de vie.

Les Maisons de l'Urbanisme ont pour mission la sensibilisation, l'information, le dialogue, le débat et la communication pour toute matière ayant trait à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme.

Elles réalisent ces missions par l'organisation d'activités à caractère permanent ou occasionnel. Ces activités doivent s'ouvrir au public le plus large et favoriser les échanges avec les professionnels du secteur.

Art. 256/2. De l'agrément.

Le Gouvernement wallon agréé les Maisons de l'Urbanisme.

L'agrément est octroyé au maximum à deux Maisons de l'Urbanisme par province.

La demande d'agrément sera considérée comme recevable pour les Maisons de l'Urbanisme qui remplissent les conditions suivantes :

1^o être une association sans but lucratif constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

2^o avoir un objet statutaire comportant les missions dont question à l'article 256/1;

3^o justifier de l'emploi d'au moins une personne travaillant à temps plein ou plusieurs personnes assurant ensemble un temps plein, présentant la formation et les compétences nécessaires à l'accomplissement des missions précitées.

La demande d'agrément présente un document d'orientation générale des activités pour une période de cinq ans ainsi qu'un budget et un programme détaillés pour les activités de la première année.

L'agrément est octroyé pour une période de cinq ans.

Le renouvellement de l'agrément se fait selon les mêmes modalités que la demande initiale.

Le Gouvernement wallon peut retirer l'agrément à toute Maison de l'Urbanisme ne remplissant pas les missions précitées ou ne respectant plus les conditions d'agrément, après audition par le Comité d'accompagnement.

Tout retrait, renouvellement ou nouvelle demande est soumis à l'avis du Comité d'accompagnement dont question à l'article 256/4.

Art. 256/3. Des frais de première installation.

Le Gouvernement wallon alloue aux Maisons de l'Urbanisme agréées une subvention unique couvrant les frais de première installation. Les frais admissibles sont relatifs aux investissements liés notamment à l'acquisition, la rénovation ou l'aménagement de biens immeubles; à l'acquisition de biens mobiliers, d'équipements ou de consommables.

La subvention est liquidée en une fois sur base de l'ensemble des justificatifs et du détail d'autres subventions éventuelles, dont les interventions couvrant des objets similaires seront déduites, après avis du Comité d'accompagnement.

Le montant de cette subvention est plafonné à 62.000 euros.

Art. 256/4. Des subventions.

Le Gouvernement wallon alloue aux Maisons de l'Urbanisme agréées une subvention annuelle couvrant les frais liés à l'exercice de leurs activités et à la rémunération du personnel employé pour mener à bien ses missions.

La subvention est liquidée en deux tranches. La première représente 60 % du budget approuvé, après avis du Comité d'accompagnement sur le projet d'activités annuelles et le budget y afférant et la seconde représente 40 %, après avis du Comité d'accompagnement sur le rapport d'activités et le compte y afférant.

Le montant de la subvention est ajusté lors de la liquidation du solde sur base des dépenses réellement consenties et est plafonné à 62.000 euros.

Le montant de la subvention est calculé sur base des prix à la consommation du mois de janvier 2002 (indice de référence), soit $\frac{\text{montant de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{Indice de référence}}$

La demande de subvention s'accompagne obligatoirement du projet d'activités annuelles et du budget y afférant, transmis au Gouvernement au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle objet de la demande.

Le rapport d'activités et les comptes sont transmis au Gouvernement au plus tard le 31 mars de l'année suivant celle objet de l'activité.

Art. 256/5. Du Comité d'accompagnement.

Le Comité d'accompagnement se compose :

- 1° d'un représentant du Ministre de l'Aménagement du Territoire qui en assure la présidence;
- 2° de deux représentants de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, dont un en assure le secrétariat;
- 3° d'un représentant de la Commission régionale de l'aménagement du territoire.
- 4° d'un représentant du Conseil wallon de l'environnement pour un développement durable.
- 5° d'un représentant de l'Union des villes et communes de Wallonie.

Les membres sont désignés par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, sur proposition des instances concernées, pour une durée de cinq ans, renouvelable.

Le Comité d'accompagnement a pour mission de rendre un avis sur :

- 1° les documents justificatifs relevant des frais de première installation;
- 2° les projets annuels d'activités et les budgets y afférant;
- 3° les rapports annuels d'activités et les comptes y afférant;
- 4° les demandes, le renouvellement ou le retrait d'agrément;
- 5° le bon accomplissement des missions dont question à l'article 256/1.

Le Comité d'accompagnement dépose un rapport annuel au Gouvernement wallon au plus tard pour le 30 juin de chaque année.

Art. 2. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 mai 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 1841

[C — 2002/27472]

2. MAI 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen, unter denen die Häuser des Städtebaus zugelassen und bezuschusst werden können

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 12, 4;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 17. Juli 2001;

Aufgrund des am 3. Juli 2001 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 8. Mai 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Januar 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung über den Antrag auf ein Gutachten des Staatsrates, das dieser innerhalb einer Frist von höchstens einem Monat abgeben muss;

Aufgrund des am 11. März 2002 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 32.555/4;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Titel I von Buch IV des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Kapitel *Iquater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"KAPITEL *Iquater* - Häuser des Städtebaus - Aufgaben - Zulassung - Zuschüsse

Art. 256/1 - Aufgaben.

Die Häuser des Städtebaus haben zum Zweck, dass ein breitmöglichstes Publikum in die Herausforderungen der Raumordnung und des Städtebaus und die Bestimmung seines Lebensrahmens miteinbezogen wird.

Die Häuser des Städtebaus haben die Aufgabe, in jeder Angelegenheit, die sich auf die Raumordnung und den Städtebau bezieht, Sensibilisierung, Information, Dialog, Gedankenaustausch und Kommunikation zu veranlassen.

Zur Erfüllung dieser Aufgaben organisieren sie ständige oder gelegentliche Aktivitäten. Diese Aktivitäten müssen einem breitmöglichsten Publikum zugänglich sein und einen Austausch mit den in diesem Bereich tätigen Fachleuten fördern.

Art. 256/2- Zulassung.

Die wallonische Regierung erteilt den Häusern des Städtebaus die Zulassung.

Die Zulassung wird höchstens zwei Häusern des Städtebaus je Provinz erteilt.

Der Antrag auf die Zulassung wird als zulässig betrachtet, wenn die Häuser des Städtebaus die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° eine Vereinigung ohne Erwerbszweck im Sinne des Gesetzes vom 27. Juli 1921 sein, durch welches den Vereinigungen ohne Erwerbszweck und den gemeinnützigen Einrichtungen die Rechtspersönlichkeit gewährt wird;

2° einen Satzungszweck haben, der die in Artikel 256/1 erwähnten Aufgaben umfasst;

3° den Nachweis erbringen, dass mindestens eine Person Vollzeit beschäftigt ist oder mehrere Personen zusammen eine Vollzeit leisten, und dass diese Person(en) die zur Erfüllung der vorerwähnten Aufgaben erforderlichen Ausbildung und Kompetenzen aufweist bzw. aufweisen.

Der Zulassungsantrag umfasst ein Dokument allgemeiner Orientierung über die Aktivitäten über einen Zeitraum von fünf Jahren sowie einen ausführlichen Haushaltsplan und Zeitplan der für das erste Jahr vorgesehenen Aktivitäten.

Die Zulassung wird für einen Zeitraum von fünf Jahren erteilt.

Die Erneuerung der Zulassung erfolgt nach denselben Modalitäten wie der ursprüngliche Antrag.

Die Wallonische Regierung darf jedem Haus des Städtebaus, das die vorgenannten Aufgaben nicht erfüllt oder den Zulassungsbedingungen nicht mehr genügt, nach Anhörung durch den Begleitausschuss die Zulassung entziehen.

Jeder Entzug, jede Erneuerung oder jeder neue Antrag unterliegt dem Gutachten des in Artikel 256/4 erwähnten Begleitausschusses.

Art. 256/3. Kosten der ersten Niederlassung.

Die Wallonische Regierung gewährt den zugelassenen Häusern des Städtebaus einen Einmalzuschuss zur Deckung der Kosten der ersten Niederlassung. Die zulässigen Kosten beziehen sich auf die Investitionen, die insbesondere mit dem Erwerb, der Renovierung und der Einrichtung von Immobiliengütern, der Anschaffung von beweglichen, Ausrüstungs- oder verbrauchbaren Gütern verbunden sind.

Der Zuschuss wird aufgrund der gesamten Belege und der ggf. ausführlich beschriebenen sonstigen Zuschüsse, von denen die Beihilfen zur Deckung ähnlicher Gegenstände abgezogen werden, nach Begutachtung durch den Begleitausschuss in einem Mal ausgezahlt.

Der Betrag dieses Zuschusses wird auf 62.000 Euro begrenzt.

Art. 256/4 - Zuschüsse.

Die Wallonische Regierung gewährt den zugelassenen Häusern des Städtebaus einen jährlichen Zuschuss zur Deckung der Kosten, die mit der Ausübung ihrer Aktivitäten und mit der Entlohnung des zur Erfüllung ihrer Aufgaben angestellten Personals verbunden sind.

Der Zuschuss wird in zwei Tranchen ausgezahlt. Die erste Tranche entspricht 60 % des genehmigten Haushalts nach Begutachtung durch den Begleitausschuss des Projekts der jährlichen Aktivitäten und des damit verbundenen Haushalts und die zweite Tranche entspricht 40 %, nach Begutachtung durch den Begleitausschuss des Tätigkeitsberichts und des damit verbundenen Kontos.

Der Betrag des Zuschusses wird bei der Auszahlung des Restbetrags aufgrund der tatsächlich getätigten Ausgaben angepasst und wird auf 62.000 Euro begrenzt.

Der Betrag des Zuschusses wird aufgrund der Verbraucherpreise des Monats Januar 2002 (Referenzindex) berechnet, d.h. $\frac{\text{Grundbetrag} \times \text{neuer Index}}{\text{Referenzindex}}$

Dem Zuschussantrag muss das Projekt der jährlichen Aktivitäten und des damit verbundenen Haushalts, das spätestens am 30. November des Jahres vor dem Jahr des Antrags der Regierung übermittelt worden ist, unbedingt beigefügt werden.

Der Tätigkeitsbericht und die Konten werden der Regierung spätestens am 31. März des Jahres nach dem Jahr der betroffenen Aktivitäten übermittelt.

Art. 256/5 - Begleitausschuss.

Der Begleitausschuss besteht aus:

1° einem Vertreter des Ministers der Raumordnung, der den Vorsitz führt;

2° zwei Vertretern der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, von denen einer die Schriftführung übernimmt;

3° einem Vertreter des Regionalausschusses für Raumordnung;

4° einem Vertreter des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung;

5° einem Vertreter der "Union des Villes et Communes wallonnes" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);

Die Mitglieder werden von dem Minister der Raumordnung auf Vorschlag der betroffenen Instanzen für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren bezeichnet.

Der Begleitausschuss hat die Aufgabe, ein Gutachten über das Folgende abzugeben:

- 1° die Belegstücke über die Kosten der ersten Niederlassung;
- 2° die jährlichen Projekte über die Aktivitäten und die damit verbundenen Haushaltsmittel;
- 3° die jährlichen Tätigkeitsberichte und die damit verbundenen Konten;
- 4° die Zulassungsanträge, -erneuerungen oder -entzüge;
- 5° die ordnungsgemäße Erfüllung der in Artikel 256/1 erwähnten Aufgaben.

Der Begleitausschuss legt der Wallonischen Regierung spätestens am 30. Juni eines jeden Jahres einen jährlichen Bericht vor.

Art. 2 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Mai 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

—
VERTALING

N. 2002 — 1841

[C - 2002/27472]

2 MEI 2002. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de voorwaarden worden vastgesteld waaronder de « Maisons de l'Urbanisme » (Trefpunten Stedenbouw) erkend en gesubsidieerd kunnen worden

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 12, 4;

Gelet op het advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening), uitgebracht op 17 juli 2001;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), uitgebracht op 3 juli 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 8 mei 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, verleend op 28 januari 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies 32.555/4 van de Raad van State, uitgebracht op 11 maart 2002 in toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In titel I van boek IV van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt een hoofdstuk *Iquater* ingevoegd, luidend als volgt:

« HOOFDSTUK *Iquater*. – Trefpunten Stedenbouw – Opdracht – Erkenning – Subsiëring.

Art. 256/1. Opdrachten.

De Trefpunten Stedenbouw hebben als doel, een zo breed mogelijk publiek bewust te maken voor de belangen van de ruimtelijke ordening en de stedenbouw en voor het bepalen van diens leefomgeving.

De Trefpunten Stedenbouw hebben als opdracht de sensibilisering, de informatieverlening, de dialoog, het debat en de communicatie met betrekking tot elke aangelegenheid die verband houdt met de ruimtelijke ordening en de stedenbouw.

Bedoelde opdrachten worden uitgevoerd via permanente of occasionele activiteiten die een zo breed mogelijk publiek dienen aan te spreken en waarbij aangezet wordt tot een uitwisseling met beroepsmensen.

Art. 256/2. Erkenning.

De Trefpunten Stedenbouw worden door de Waalse Regering erkend.

Per provincie worden maximum twee Trefpunten Stedenbouw erkend.

De erkenningsaanvraag wordt als ontvankelijk beschouwd voor de Trefpunten Stedenbouw die de volgende voorwaarden naleven :

1° een vereniging zonder winstgevend doel zijn, opgericht overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij de verenigingen zonder winstgevend doel en de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° een statutair doel hebben waarin de opdrachten bedoeld in artikel 256/1 opgenomen zijn;

3° het bewijs voorleggen dat er minstens één voltijds aangestelde persoon of verschillende personen die samen een voltijdse betrekking invullen, in dienst is of zijn en dat zij de vorming gevolgd hebben en de bekwaamheden die nodig zijn voor het uitvoeren van bovenvermelde opdrachten bezitten.

De erkenningsaanvraag wordt ingediend aan de hand van een document waarin de algemene richtsnoeren voor de activiteiten voor een duur van vijf jaar worden aangegeven, evenals van een omstandige begroting en programma voor de activiteiten van het eerste jaar.

De erkenning wordt verleend voor een periode van vijf jaar.

De aanvraag wordt hernieuwd volgens dezelfde modaliteiten als de aanvankelijke aanvraag.

De Waalse Regering kan de erkenning van elk Trefpunt Stedenbouw intrekken dat de bovenvermelde opdrachten niet uitvoert of die de erkenningsvoorwaarden niet meer naleeft, nadat de vereniging is gehoord door het begeleidingscomité.

Elke erkenning, hernieuwing of nieuwe aanvraag wordt voor advies aan het begeleidingscomité waarvan sprake in artikel 256/4 voorgelegd.

Art. 256/3. Aanloopkosten.

De Waalse Regering kent de erkende Trefpunten Stedenbouw een enige subsidie toe om de aanloopkosten te dekken. De toelaatbare kosten hebben betrekking op investeringen die met name verband houden met de aankoop, de vernieuwing of de inrichting van onroerende goederen; met de aankoop van roerende goederen, uitrustingen en verbruikbare goederen.

De subsidie wordt in één keer uitbetaald op grond van alle bewijsstukken samen en van andere eventuele subsidies afzonderlijk, waarvan de overheidsbijdragen ter dekking van gelijkaardige doelen worden afgetrokken, na advies van het begeleidingscomité.

Bedoelde subsidie wordt beperkt tot een maximumbedrag van 62.000 euro.

Art. 256/4. Subsidiëring.

De Waalse Regering kent de erkende Trefpunten Stedenbouw een jaarlijkse subsidie toe ter dekking van de kosten verbonden met de uitoefening van hun activiteiten en de bezoldiging van het personeel dat zorgt voor het vlotte verloop van de activiteiten.

De subsidie wordt in twee schijven uitbetaald. De eerste schijf bedraagt 60 % van de goedgekeurde begroting, na advies van het begeleidingscomité over het activiteitenverslag en de daarmee verbonden rekening.

Het bedrag van de subsidie wordt aangepast tijdens de uitbetaling van het saldo op grond van de werkelijk bestede uitgaven en wordt beperkt tot een maximumbedrag van 62.000 euro.

Het bedrag van de subsidie wordt berekend op grond van het indexcijfer der consumptieprijzen van de maand januari 2002 (referentie-index), ofte $\frac{\text{basisbedrag} \times \text{nieuw indexcijfer}}{\text{referentie-index}}$

Bij de subsidieaanvraag dient het ontwerp van de jaarlijkse activiteiten en de daaraan verbonden begroting worden gevoegd die aan de Regering moeten worden overgemaakt uiterlijk op 30 november van het jaar voorafgaand aan het jaar waarop de aanvraag betrekking heeft.

Het activiteitenverslag en de rekeningen worden aan de Regering overgemaakt uiterlijk op 31 maart van het jaar volgend op het jaar waarin de activiteit plaatsvindt.

Art. 256/5. Begeleidingscomité.

Het begeleidingscomité bestaat uit :

1° één vertegenwoordiger van de Minister van Ruimtelijke Ordening, die het voorzitterschap waarneemt.

2° twee vertegenwoordigers van het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, waarvan één het secretariaat waarneemt;

3° één vertegenwoordiger van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening);

4° één vertegenwoordiger van de « Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable » (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling);

5° één vertegenwoordiger van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten).

De leden worden op de voordracht van de betrokken instanties aangewezen door de Minister van Ruimtelijke Ordening voor een duur van vijf jaar met hernieuwbaar mandaat.

Het begeleidingscomité heeft als opdracht de adviesverlening over :

1° de bewijsstukken over de aanloopkosten;

2° de ontwerpen voor de jaarlijkse activiteiten en de daarmee verbonden begrotingen;

3° de jaarlijkse activiteitenverslagen en de daarmee verbonden rekeningen;

4° de aanvragen, de hernieuwing en de intrekking van erkenningen;

5° de vlotte uitvoering van de opdrachten waarvan sprake in artikel 256/1.

Het begeleidingscomité legt een jaarverslag over aan de Waalse Regering uiterlijk op 30 juni van elk jaar.

Art. 2. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 mei 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET